

Délibération n° 2017-04-06/04

**Objet : Taxe habitation – Institution de l'abattement spécial à la base pour personnes à revenu modeste**

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL  
VILLE DE PEROLS  
CONSEIL MUNICIPAL DU 6 AVRIL 2017**

L'an deux mille dix-sept, le six avril,

Le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le 31 mars 2017, s'est réuni dans la salle Gilbert Marchal ;

**Présents :** J.P Rico, Maire

Mesdames et Messieurs : M. Marcou - B. Conte Arranz - F. Bertouy – X. Mirault - C. Pistre - M. Pellet - J.M Malek - P. Nivesse - O. Boudet - B. Rodriguez - S. Riscal - A. Conesa - F. Boyer - J.M Leiendeckers B. Deltour - G. Della Ragione - A. Estève - C. Prost - A. Jamet - B. Lledo - I. Gianiel

**Absents représentés :** J. Taverne excusée pouvoir à X. Mirault - C. Moreteau excusée pouvoir B. Rodriguez - G. Riguidel excusé pouvoir à B. Conte Arranz - M. Litton excusé pouvoir à J.M Malek - R. Casas Mateu excusé pouvoir à F. Bertouy- C. Germain excusée pouvoir à C. Prost - S. Waselynck excusé pouvoir à A. Jamet.

---

***Monsieur Marc Pellet, adjoint délégué aux finances et à la commande publique, rapporte :***

Vu l'article 1411 II. 3. du code général des impôts,

Le Maire de la Commune de Pérols expose les dispositions de l'article 1411 II. 3. du code général des impôts permettant au conseil municipal d'instituer un abattement spécial à la base entre 1% et 15% de la valeur locative moyenne des logements.

Il précise que cet abattement bénéficie aux contribuables dont le montant des revenus de l'année précédente n'excède pas la limite prévue à l'article 1417 du code général des impôts et dont l'habitation principale a une valeur locative inférieure à 130 % de la valeur locative moyenne, ce pourcentage étant augmenté de 10 points par personne à charge à titre exclusif ou principal.

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- instituer un abattement spécial à la base,
- fixer le taux de l'abattement spécial à la base à 15 %

- ✦ notifier cette décision aux services de la Préfecture de l'Hérault.
- ✦ Dire que la délibération sera publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.2121-10 du code général des collectivités territoriales.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité des voix.

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Fait à Pérols,  
pour extrait conforme le 6 avril 2017

Le Maire

Jean-Pierre RICO

